

RACISME CONTRE CITOYENNETÉ

Édouard Delruelle :

« *Je suis pour un Contrat d'intégration* »



© Centre pour l'Égalité des Chances.

ÉDOUARD DELRUELLE.

Il lui reste un an pour faire avancer ce projet.

À un an de l'échéance de son mandat au Centre pour l'égalité des Chances et la Lutte contre le Racisme, Édouard Delruelle s'impatiente. Les politiques doivent oser clarifier le flou actuel qui règne autour des questions d'immigration et d'intégration.

Comparée aux soubresauts médiatiques français, la Belgique paraît bien paisible sur le front des questions de racisme et d'intégration. Pas de débat « halal » qui vient chahuter une campagne présidentielle,

pas d'actualité dramatique comme à Mulhouse sur fond de lutte anti-terroriste et de fondamentalisme armé...

Pourtant, les faits de racisme sont en évolution, à en croire Édouard Delruelle, directeur adjoint au CECLR (Centre pour

l'Égalité des Chances et la Lutte contre le Racisme) depuis 2007. « *La première chose que l'on constate, si l'on regarde nos chiffres et les signalements qui nous parviennent, c'est que les discriminations sont en augmentation, tous motifs confondus,*

racisme compris.» Mais cette hausse est difficile à identifier. S'agit-il d'un nombre plus élevé de faits ou d'une meilleure recension? «Il est difficile de dire si c'est le thermomètre qui est plus performant ou bien si c'est la température qui monte. Car aujourd'hui, les gens ont conscience de leurs droits. Ils connaissent mieux les lois contre le racisme. Des partenaires sociaux (comme les syndicats) se sont impliqués dans ces combats.»

RACISME AUX TROIS VISAGES

Mais quand on évoque le racisme, de quoi parle-t-on concrètement? «Globalement, le racisme reste une réalité structurelle dans la société belge, estime Édouard Delruelle. Et ce, en dépit des lois qui ne sont pas faites pour l'éliminer directement. Les lois sont évidemment nécessaires comme aiguillons de lutte contre le racisme et pour fixer des balises mais ce racisme structurel est plus profond qu'une simple réalité juridique.»

Une réalité qui se joue à trois niveaux. «Primo, le racisme, ce sont les discriminations diverses : à l'embauche, au travail, au logement, dans l'enseignement avec des écoles «ghettos». Sur ces faits, on progresse. Il commence à y avoir une jurisprudence. Les responsables des ressources humaines dans les entreprises y sont attentifs. Mais c'est un domaine où il faut encore mettre la priorité.» Les récentes discriminations relevées dans le secteur des agences d'intérim ou dans les agences immobilières montrent que la vigilance doit rester constante.

Le deuxième niveau est celui des discours de haine. «Ici, on passe des comportements aux paroles : incitation à la discrimination, à la violence, au négationnisme... Là, j'ai plutôt l'impression que l'on est en recul : on perçoit une recrudescence des paroles de haine, notamment via internet. Sur la toile, les gens se lâchent y compris sur des forums généralistes. Je suis inquiet et pessimiste sur ce qu'on peut voir, toutes communautés confondues. Quand certains créent une page Facebook de félicitations pour Mohamed Merah et que cette page recueille 1500 signatures en Belgique, cela m'éffraie», poursuit Édouard Delruelle.

Enfin, le troisième niveau vise les crimes de haine. «Plus rares, mais plus dramatiques. Souvenons-nous de l'affaire Van Tensch à Anvers où un homme avait blessé une femme turque et tué une jeune Malienne. Cela reste exceptionnel, mais marquant.»

Si le racisme traditionnel persiste toujours, il prend aussi de nouvelles formes. «Le racisme, c'est celui de la société dominante qui a peur de l'immigration. À cela, s'est rajoutée du fait de la présence de ces populations immigrées l'importation de conflits internationaux, de phénomènes comme le fondamentalisme et l'intégrisme. Et un racisme s'est également développé à l'intérieur même de ces communautés.»

DIFFICILE VIVRE-ENSEMBLE

Aucun groupe n'est épargné par cette nouvelle configuration. «Même aujourd'hui, des mouvements comme la laïcité, le mouvement féministe ou les homosexuels sont gagnés par une certaine peur de l'Islam. À juste titre, lorsqu'il s'agit de s'inquiéter du fondamentalisme. Mais il est parfois question d'une simple hostilité face à l'Islam.»

«Avant, les racistes pouvaient être «contenus» derrière un cordon sanitaire. Aujourd'hui, les choses sont plus diluées. Le racisme est protéiforme.»

Le paysage s'est donc complexifié, sur fond de crise sociale et économique. «Avant, les racistes pouvaient être «contenus» derrière un cordon sanitaire. Aujourd'hui, les choses sont plus diluées. Le racisme est protéiforme, il épouse des tensions présentes dans la société», analyse Édouard Delruelle. Selon lui, le vivre-ensemble est plus difficile : «Nous avons un gros problème de cohésion sociale. Je crois au socio-économique et au rôle intégrateur de l'emploi qui fait beaucoup en terme de cohésion. Mais ce n'est pas le seul facteur. Vous avez aussi l'urbanisme et le logement qui construisent les relations de voisinage. Vous avez aussi des choses qui sont de l'ordre du subjectif. L'école est un autre facteur important de cohésion. Or, on constate un échec dans la capacité de la Belgique francophone à faire du lien dans la société. Quand il y a moins de cohésion sociale ou de trop grands écarts entre les positions des groupes sociaux ou entre les salaires, vous obtenez mécaniquement un repli des gens sur des identités communautaires qui se ghettoïsent. Le ghetto est un phénomène qui touche tout le monde.»

CONTRAT D'INTÉGRATION

Comme ancien rapporteur de la Commission du dialogue interculturel (2004-2005), Édouard Delruelle est fervent défenseur d'un contrat d'intégration. «C'était la conclusion de cette commission. J'avais rédigé une charte du citoyen qui disait les normes et les valeurs fondamentales de la Belgique. Les différents gouvernements ne se sont jamais mis d'accord sur le texte», regrette-t-il.

Un texte qui aurait pu être la pierre angulaire de ce contrat d'intégration. «On reprochera aux étrangers de ne pas s'intégrer. Mais nous n'arrivons pas nous-mêmes à nous mettre d'accord sur nos propres normes... Le projet ne coûtait pourtant pas grand-chose : la proposition tenait sur une page A4!»

Amer face au manque de courage des politiques, Édouard Delruelle poursuit : «En migration, nous devrions être plus ouverts, plus respectueux des droits fondamentaux des étrangers et voir plus l'immigration comme une chance. Sur la question de l'intégration, on devrait être plus clair. Concernant l'interculturalité, nous devrions être un peu plus fermes sur la défense d'un certain nombre de valeurs.»

VERS UN SOCLE COMMUN

Ce souci de clarté s'accompagne d'une responsabilité de chacune des communautés, tant allochtones qu'autochtones. «Le principal reproche du côté francophone est le manque de clarté sur les règles du jeu. Un individu arrive chez nous. Que va-t-on lui demander? Quelles sont les règles et les valeurs fondamentales qu'il devra assimiler? Que doit-il savoir de notre vivre-ensemble? Parallèlement, la société d'accueil doit, elle aussi, connaître ses droits et devoirs à l'égard des migrants. Qu'il y ait un socle commun pour réussir l'intégration», plaide Édouard Delruelle. Et qui dit contrat juridique, dit aussi d'éventuelles sanctions... «À condition qu'elles ne soient pas humiliantes, désintégrant et qu'elles ne fassent pas pire que bien.»

Il reste un an à Édouard Delruelle pour faire avancer ce projet de contrat d'intégration. Avant de raccrocher son tablier et de repartir vers le monde académique liégeois, où il enseigne la philosophie... ? Ou choisir de poursuivre son combat au CECLR ou ailleurs ?